

« La racine du problème »

Jules Barthel

L'école luxembourgeoise, plus inégalitaire que jamais, devrait offrir une double alphabétisation en allemand et en français



Le rapport national sur l'éducation 2021 a une nouvelle fois démontré que l'enseignement luxembourgeois reste un enseignement tout particulièrement inégalitaire, au détriment de toute une partie de nos élèves. Le *Land* a raison d'écrire que « les inégalités sociales et territoriales sont obscènes : alors que jusqu'à 75 pour cent des élèves habitant dans les villes et villages autour de Luxembourg-Ville atterrissent dans le classique, ce taux tombe en dessous de vingt pour cent pour les jeunes de Differdange, Wiltz ou encore Larochette » (édition du 17 décembre 2020).

Si cet enseignement très inégalitaire doit tous nous interroger, il y a toutefois un fait qu'on oublie toujours de mettre en évidence, alors qu'il est d'une importance capitale : ce système scolaire inégalitaire persiste au Luxembourg depuis le milieu des années 1970 et l'arrivée massive d'une population d'immigrés portugais. Depuis cinquante ans, chaque analyse du système scolaire luxembourgeois débouche sur les mêmes conclusions – la banqueroute dudit système scolaire au niveau de l'égalité des chances pour toutes et pour tous. Et combien de ministres, depuis cinquante ans, ne se sont lamentés devant les caméras et ont promis de résoudre ce problème dramatique pour beaucoup d'enfants de parents immigrés et de familles socialement défavorisées.

Et pourtant, en 2021, et après de multiples réformes, le rapport national de l'éducation ne fait que constater pour la nième fois l'échec de la politique scolaire luxembourgeoise : Les performances des élèves ne parlent ni le luxembourgeois, ni l'allemand à la maison et issus de familles socialement défavorisées ont continué à se dégrader (p. 12). Le fossé social se creuse dans le système éducatif luxembourgeois, tandis que les écarts de performances entre les groupes d'élèves s'amplifient (p. 12). Dix pour cent des jeunes issus de ménages défavorisés sur le plan socio-économique étaient placés dans l'Enseignement secondaire classique, contre 60,7 pour cent de jeunes provenant de familles favorisées (p. 91). Par comparaison aux élèves socialement favorisés, ceux issus de familles socialement défavorisées ont environ trois fois plus de risques d'avoir un parcours scolaire retardé d'un an, et cinq fois plus de risques d'avoir un parcours scolaire retardé de deux ans (p. 168).

Il est indéniable qu'une grande partie des problèmes que nous constatons auprès de nos enfants se déclarent et se développent dès les premières années au fondamental : Problèmes de motricité et de concentration, attitude défaillante à l'égard de l'effort, et bien d'autres encore. Les retards se creusent dès les trois premières années et ils s'avèrent souvent impossibles à rattraper par la suite. Le SEW/OGBL l'a d'ailleurs fait savoir lors de la discussion récente sur l'obligation scolaire en insistant auprès du ministère de l'Éducation : plutôt que de prolonger l'obligation scolaire, il faudrait attaquer le mal à la racine, c'est-à-dire dès les premières années de la scolarisation.

Le problème fondamental du système scolaire luxembourgeois prend ses racines dans l'apprentissage des langues et l'alphabétisation des enfants qui continue, contre vents et marées, à se faire en allemand, et ce dans un pays qui, hormis la population luxembourgeoise, est très majoritairement non-germanophone. Le rapport note par ailleurs explicitement « qu'alors que près de deux tiers des élèves des écoles luxembourgeoises ont une mère née dans un autre pays, les natifs ne sont que 35,7 pour cent » et que « la part

« Fusionner écoles publiques internationales et écoles publiques classiques »

des élèves parlant le luxembourgeois comme langue principale à la maison n'est plus que de 34 pour cent dans l'enseignement fondamental » (p. 168). Alphabétiser en allemand, apprendre en parallèle une deuxième, voire une troisième langue, le tout, de plus en plus souvent, combiné à une mauvaise maîtrise de la langue maternelle, voilà un cocktail des plus explosifs. Il est évident que c'est à ce niveau que nous devrions procéder à des changements radicaux et c'est justement là que le bât blesse.

Pourquoi les partis politiques, toutes couleurs confondues, ne s'attaquent-ils pas au sujet des langues et, surtout, de l'alphabétisation dans l'enseignement public ? Pourquoi, en cinquante ans, on n'a jamais attaqué le fond du problème ? Pourquoi, pour la nième fois, on cherche des compromis à la luxembourgeoise avec la création d'écoles publiques européennes qui, actuellement, connaissent un succès grandissant alors que, selon le président de l'Asti, Evandro Cimetta, « la création d'écoles internationales publiques ne suffit pas comme réponse. C'est une offre qui, dans les faits, instaure une séparation des enfants. Il faut, au contraire, trouver des solutions pour un régime commun qui soit adapté à tous les enfants, où tous les enfants auraient leur chance » (*d'Land* du 4 février).

Personne, dans le milieu politique, n'ose véritablement aborder la racine du problème des inégalités scolaires, car celui qui s'y attaquerait s'attirerait les foudres d'une partie importante de la population, à savoir celle qui a droit de vote aux élections nationales. Car, et c'est important, il ne faut surtout pas oublier « qu'il y a dans la question de l'école une question électorale ; plus de cinquante pour cent des élèves fréquentant les écoles luxembourgeoises ont des parents qui ne votent pas », comme le rappelait Sergio Ferreira dans le *Land* (4 février). Et c'est, pour l'essentiel, dans cette population que nous retrouvons une grande partie des parents d'élèves en difficultés scolaires.

Tant que le droit de vote aux élections nationales reste réservé aux seuls Luxembourgeois, nous ne pouvons nous attendre à une amélioration substantielle de la situation inégalitaire de notre système scolaire, aucun ministre ne voulant se mettre à dos celles et ceux qui sont supposés lui donner leurs voix aux prochaines élections. Ou, autrement dit, tant que le droit de vote des étrangers aux élections nationales n'est pas accordé, aucune amélioration notable n'est à attendre sur le front des inégalités scolaires. Et aux vues du résultat catastrophique au référendum du 7 juin 2015 sur le droit de vote pour les résidents étrangers et du nationalisme revigoré d'une frange grandissante de la population luxembourgeoise, on ne peut s'attendre à une amélioration substantielle des inégalités scolaires dans les années à venir. On continuera donc comme nous l'avons toujours fait, à la luxembourgeoise, sans froisser l'électorat, qui seul

importe. Et tant pis pour « les enfants d'ouvriers et/ou lusophones qui resteront la chair à canon du système scolaire » (*d'Land* du 17 décembre).

Le récent avis de la Commission consultative des droits de l'Homme sur la proposition de nouvelle constitution met d'ailleurs le doigt sur le problème, en reprochant à nos notables politiques d'institutionnaliser, dans la nouvelle constitution proposée, la différence entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois. Le Luxembourg version « apartheid light » devient ainsi de plus en plus une réalité sur le terrain, au sein de la société et dans nos salles de classes.

Pour revenir à l'alphabétisation de nos enfants, si le passage à une alphabétisation en français plutôt qu'en allemand semble de facto impossible, une alternative consisterait à changer le processus d'alphabétisation en adaptant le modèle des écoles publiques internationales, où les élèves peuvent opter pour une alphabétisation en allemand ou en français et en le transposant à l'école publique traditionnelle.

Ce changement de paradigme permettrait, par la même occasion, d'harmoniser de nouveau notre système scolaire, de fusionner écoles publiques internationales et écoles publiques classiques, et de revenir à une école publique unifiée avec, à l'échelle nationale, une offre d'alphabétisation en allemand et français. Afin d'éviter toutefois une fracture au sein de la société dès leur plus jeune âge entre enfants alphabétisés en français et enfants alphabétisés en allemand, il serait opportun de réformer de fond en comble tout l'enseignement de manière à pouvoir organiser les années d'études avec un minimum d'unités séparées, français ou allemand, et un maximum d'unités en commun.

Dans une telle perspective de grande réforme de l'enseignement luxembourgeois, il serait judicieux d'intégrer, de plus, une des conclusions tirées par les auteurs du rapport national de l'éducation qui expliquent que « la charge cognitive impliquée par l'apprentissage d'un nombre trop élevé de langues peut représenter un handicap considérable. Il faudrait donc envisager plus de souplesse et plus de diversité dans le choix des langues et (...) réfléchir à une plus forte différenciation des contenus des connaissances et des langues d'enseignement, de façon à intégrer différents groupes cibles et à se donner des objectifs réalistes de réussite scolaire des groupes les plus fragiles » (p. 172).

Une double offre d'alphabétisation, un soutien poussé de l'apprentissage de la langue maternelle, plus de souplesse et de diversité dans le choix des langues, le maintien du multilinguisme comme atout social et économique, il y a du pain sur la planche. Mais il faut y croire et avancer dans cette direction. Le Luxembourg est depuis toujours un pays d'intégration et il doit le rester. Cela passe par une école publique unifiée où chaque élève recevra sa chance de réussite au plus haut niveau de qualification possible. ●

Jules Barthel est vice-président du SEW/OGBL. L'article représente la seule opinion de son auteur et n'a pas encore été thématiquement fondé en comble par les deux comités fondamental et secondaire du syndicat.